

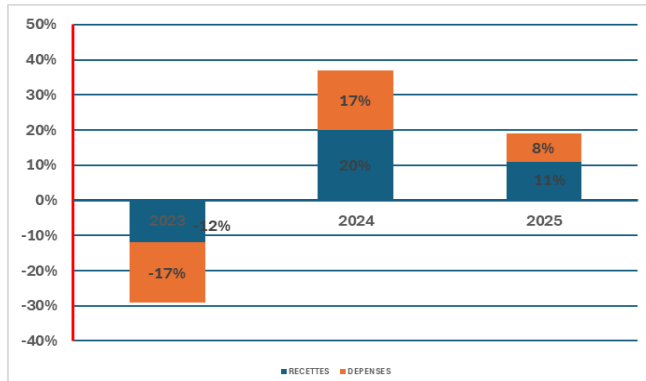
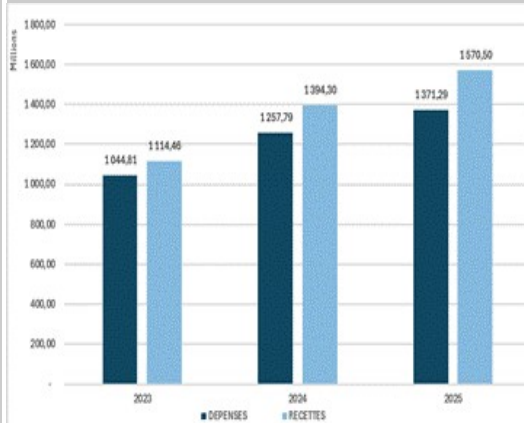
Note de Conjoncture sur les Finances locales en Mauritanie

Numéro spécial annuel **2025**

Sommaire :

- 1- Les finances locales dans l'ensemble des finances publiques en Mauritanie.....1
- 2- Focus sur la Direction des Finances Locales;.....2
- 3- Structure des recettes de fonctionnement3
- 4- recettes de fonctionnement4
- 5- Les recettes propres4
- 6- Les recettes fiscales.....5
- 7- Les recettes non fiscales.5
- 8- Les transferts de fonctionnement6
- 9- Structure des dépenses de fonctionnement6
- 10- Les charges de personnel.....7
- 11- Les subventions et cotisations versées.....7
- 12- Tableau de quelques ratios.....8
- 13- Le financement de l'investissement.....10
- 14- L'évolution de l'équilibre financier.....10
- 13- Informations diverses11

1- Les finances locales dans l'ensemble des finances publiques en Mauritanie



En 2025, les recettes totales des communes ont progressé de 11 %, passant de 1 394 millions MRU à 1 570 millions MRU, correspondant à un taux de réalisation de 50 % des prévisions, après les 50 % en 2024 et les 40 % en 2023. Cette évolution s'explique par une augmentation de 5 % des recettes de fonctionnement et de 30 % des recettes d'investissement. Parallèlement, les dépenses totales des communes ont augmenté de 8 % en 2025 pour s'établir à 1 371 millions MRU, après une progression de 17 % en 2024 et un recul de 17% en 2023.

En 2025, les dépenses de fonctionnement avaient enregistré une hausse de 4%, tandis que les dépenses d'investissement avaient diminué de 26 %. Deux wilayas ont enregistré une contraction de leurs recettes totales. Le recul le plus marqué est observé

dans la wilaya du Tiris Zemmour avec -4 %, suivie de la wilaya du Trarza avec -3 %. À l'inverse, plusieurs wilayas ont connu une amélioration sensible de leurs recettes totales, notamment l'Inchiri (+33 % à 27,3 millions MRU), le Hodh El Gharbi (+33 % à 108 millions MRU), le Hodh Ech Chargui (+32 % à 137,3 millions MRU) ainsi que le Guidimaka (+14 %). Les communes de Nouakchott, Nouadhibou et Rosso représentent à elles seules plus de 44 % des recettes totales des communes.

Par ailleurs, 192 communes sur les 238 recensées réalisent, dans l'ensemble, moins de 30 % des recettes totales de 2025, ces ressources provenant principalement des subventions de l'État.

Une situation similaire est observée au niveau des dépenses, les communes précitées concentrant plus de 55 % des dépenses totales, tandis que 103 communes ne réalisent ensemble qu'en-

Tableau comparé des finances locales

| | 2023 | 2024 | 2025 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|
| R Etat / PIB | 22,5% | 24,3% | 23,6% |
| R locales / PIB | 0,3% | 0,3% | 0,3% |
| R fisc Etat / PIB | 13,6% | 15,9% | 16,0% |
| R fisc locales / PIB | 0,1% | 0,1% | 0,1% |
| R fisc local / Tot R fisc publ. | 0,9% | 0,8% | 0,8% |
| Recettes locales / Tot Invest. publ. | 1,3% | 1,4% | 1,2% |
| Invest. CT / Tot Invest. publ. | 0,8% | 0,7% | 0,7% |
| Déps. locales / Total Déps. publ. | 1,1% | 1,2% | 1,2% |
| Transferts / Recettes locales | 53,0% | 52% | 54% |
| Personnel / R Courantes Etat | 29,0% | 28,0% | 28,2% |
| Personnel / R Fonct locales | 61% | 54,6% | 55,1% |

En 2025, les recettes totales des communes correspondent à 0,3 % du PIB, alors que celles de l'État représentent 23,6 % de la richesse nationale. Cette structure demeure pratiquement inchangée au cours des cinq dernières années.

La contribution des communes à l'ensemble des dépenses publiques s'établit à 1,2 % en 2025, un niveau comparable à celui observé en 2024 et en 2023. Leur part dans les recettes publiques globales est estimée à 1,1 %.

Les investissements réalisés par les communes représentent 0,7 % de l'investissement public total en 2025, proportion identique à celle enregistrée en 2024, contre 0,8 % en 2023.

En matière de fiscalité, les recettes fiscales locales représentent 0,1 % du PIB en 2025, tandis que la fiscalité de l'État équivaut à près de 16 % de la richesse nationale produite. Les communes assurent ainsi la mobilisation de 0,8 % de l'ensemble des recettes fiscales.

Les dépenses de personnel des communes absorbent 55,1 % de leurs recettes de fonctionnement, alors que ce ratio s'établit à 28,2 % pour l'État par rapport à ses recettes courantes. En 2024, ces proportions étaient respectivement de 54,6 % pour les communes et de 28 % pour l'État.

2-Focus sur la Direction des Finances Locales

La politique de décentralisation engagée par la République Islamique de Mauritanie au milieu des années 1980 s'inscrit dans une dynamique de promotion de la démocratie locale à travers une implication accrue des populations dans la gestion du développement local et la fourniture des services de base.

C'est dans ce contexte et afin d'accompagner cette orientation, une Direction des Finances Locales a été instituée au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Ministère des Finances. Depuis sa création, cette structure s'attache à moderniser et à renforcer la gestion des finances locales grâce à l'introduction d'outils de gestion modernes et innovants.

Dans le cadre des missions qui lui sont assignées et en vue de consolider sa contribution au processus de décentralisation, la Direction des Finances Locales (DFL) a inscrit, dans le schéma directeur 2021-2025 de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), plusieurs actions structurantes. Celles-ci portent notamment sur l'intégration de la chaîne d'exécution des finances locales, l'introduction d'un nouveau logiciel de gestion, la révision de la nomenclature budgétaire et comptable ainsi que la sécurisation de la gestion des valeurs inactives.

C'est dans ce contexte qu'a été mis en œuvre le Système Intégré de Gestion Locale (SIGEL), déployé dans l'ensemble des communes urbaines de Mauritanie, notamment les chefs-lieux de wilaya et de moug-

hataa, ainsi que dans les communes rurales. Cette réforme a été accompagnée par l'élaboration d'une nouvelle instruction budgétaire et comptable applicable aux collectivités territoriales (CT 2023).

L'année 2025 a été marquée par l'élaboration des guides d'application de cette instruction au profit des principaux acteurs concernés, à savoir les Présidents de Régions, les Maires et les Comptables. Parallèlement, plusieurs actions transversales ont été entreprises, notamment la formation des receveurs municipaux en matière de gestion financière et comptable des collectivités territoriales, leur initiation au logiciel SIGEL afin de renforcer leurs capacités d'exécution ainsi que la supervision et la vérification des postes comptables en étroite collaboration avec les structures compétentes de contrôle et de vérification..

3- Structure des recettes de fonctionnement

Les recettes des communes en Mauritanie reposent principalement sur la contribution foncière, la taxe d'habitation, la patente, les taxes communales, les redevances, les droits domaniaux, les amendes ainsi que les recettes issues des services municipaux. Une partie de ces ressources est perçue par l'État pour le compte des communes avant d'être reversée par le Trésor public. Il s'agit notamment de la patente urbaine et interurbaine, de la contribution foncière, des amendes forfaitaires et de la taxe sur le tonnage débarqué.

L'examen des budgets communaux montre que les recettes destinées au fonctionnement des municipalités comprennent les impôts communaux, les taxes communales, les taxes maintenues à titre transitoire — notamment la taxe sur le tonnage débarqué et celle sur les produits de la pêche —, les redevances, les droits domaniaux, les amendes, les recettes des services municipaux, les subventions de l'État ainsi que les produits exceptionnels.

Le diagnostic des finances locales met en évidence une faible mobilisation des ressources propres des communes, qu'il s'agisse des ressources fiscales ou non fiscales qu'elles maîtrisent directement. Cette situation affecte le fonctionnement des services municipaux, notamment la préparation des programmes de développement communal ainsi que les capacités des communes à recruter un personnel qualifié.

L'analyse montre également que les collectivités locales demeurent fortement dépendantes des subventions de l'État pour assurer l'équilibre de leurs budgets et le paiement des salaires du personnel communal. Dans la plupart des municipalités mauritaniennes, les re-

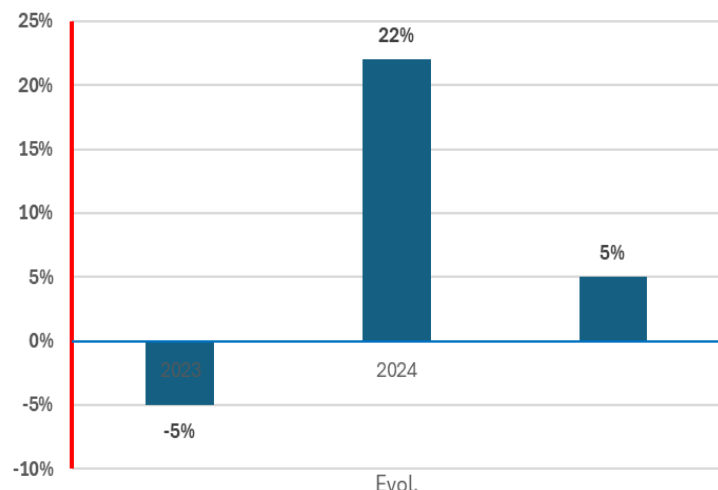
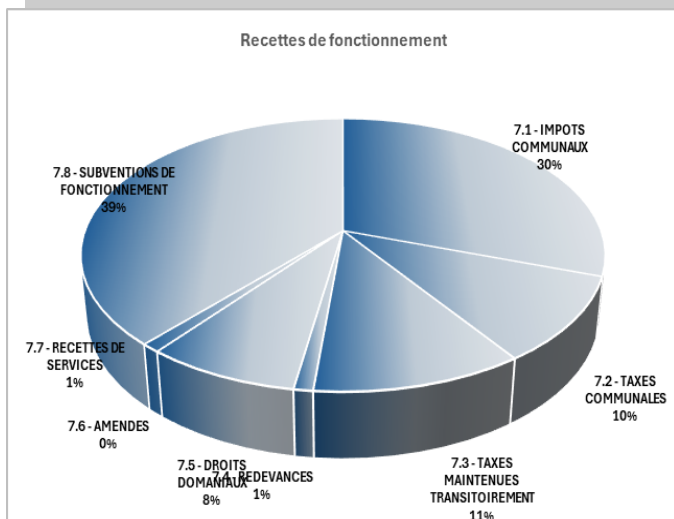
cettes propres ne couvrent pratiquement pas l'ensemble des charges salariales, tandis que les dépenses liées au personnel représentent une part importante des dépenses de fonctionnement.

Au titre de l'exercice 2025, les recettes communales réalisées se sont élevées à près de 1 570 millions MRU, contre des prévisions estimées à 3 129 millions MRU, soit un taux de réalisation de 50 % des prévisions totales.

Les recettes de fonctionnement effectivement mobilisées ont atteint 1 173 millions MRU, représentant 60 % des prévisions et près de 75 % des recettes réellement réalisées. La subvention de fonctionnement de l'État a atteint 448 millions MRU, soit 14 % des prévisions de recettes de l'exercice et 38 % des recettes réalisées.

Les taxes communales ont représenté 10 % des recettes réalisées, tandis que les impôts communaux ont contribué à hauteur de 30 %. Les recettes propres des communes ont totalisé 724,1 millions MRU, soit 53 % des recettes totales obtenues. Cette évolution traduit une amélioration du recouvrement des taxes et impôts, même si les niveaux de performance demeurent variables selon les communes urbaines et rurales.

4. Les recettes de fonctionnement



Les recettes de fonctionnement des communes ont connu une **augmentation de 5%** en 2025 à **57,50 millions** d'Ouguiyas (réalisation de 60% de la prévision), après une augmentation de 22% en 2024 à 245,5 (58% de la prévision), et un recul de 5% en 2023 à 44,5 millions (réalisation de 46% de la prévision).

Les subventions sont la principale source de recettes de fonctionnement des communes : avec 448 millions, elles constituent 38% des recettes de fonctionnement 2025 (40% pour les années **2024 et 2023**).

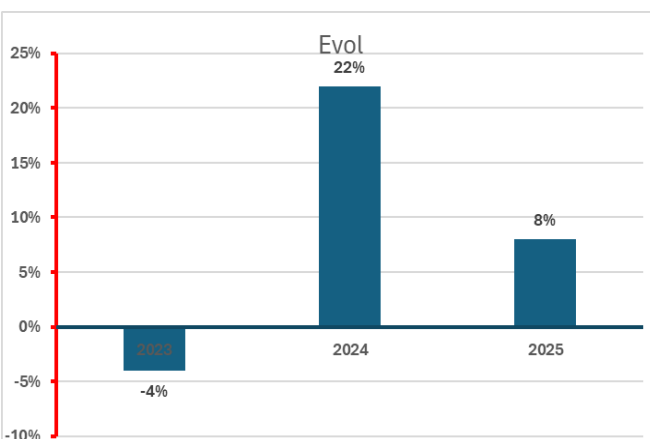
Les impôts communaux mobilisés par les communes progressent de **8%** en 2025 à **27,4 millions** (après +14% en 2024) ; et sont **30%** des recettes de fonctionnement (les 29% en 2024 et 2023). Les Wilayas de **NOUAKCHOTT** (avec les 47%) et de **DAKHLET - NOUADHIBOU** (avec 26%) ont l'essentiel des recettes nationales d'impôts communaux; les 11 autres Wilayas totalisent donc 17% de ces recettes d'impôts communaux.

Les produits domaniaux contribuent pour 8% aux recettes de fonctionnement 2024 des communes avec 98,6 millions (les 9% en 2024 et 6% en 2023). Trois Wilayas concentrent la majorité de ces recettes domaniales 2025 soit les 86%: **NOUAKCHOTT** avec les 43%, **TIRIS ZEMMOUR** avec les 32%, et **TRARZA** avec les 11%.

Les taxes transitoirement maintenues sont 11% des recettes de fonctionnement 2025 (les 11% en 2024 et les 12% en 2023).

Les taxes communales génèrent 10% des recettes de fonctionnement 2025 avec 112,7 millions (les 9% en 2024 et les 6% en 2023: les Communes de **NOUAKCHOTT** ont 44% des recettes de taxes communales, celles de **NOUADIBOU** les 36% et celles de **TRARZA** les 4% soit au total 84% de ces recettes de taxes réunies par les wilayas.

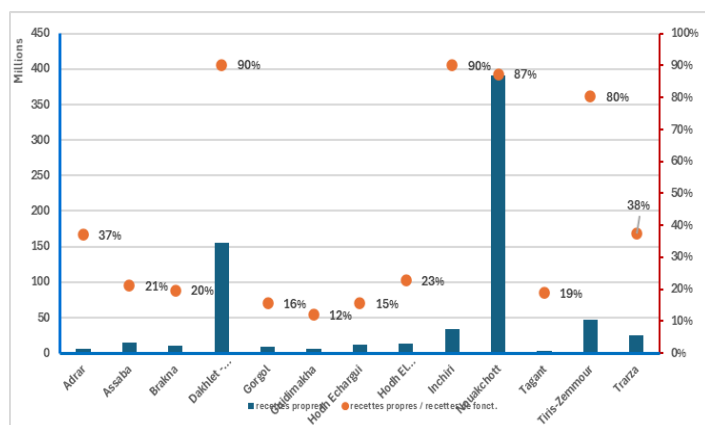
5. Les recettes propres



Les **recettes propres** des communes augmentent de **8%** en 2025 à **724,1 millions** (après +22% en 2024 et -4% en 2023), soit une réalisation de 53% de la prévision qui est **62%** des recettes de fonctionnement.

Les Communes de **NOUAKCHOTT** (avec 54%) et celles de **D. NOUADIBOU** (avec les 21%) mobilisent l'essentiel soit 75% des recettes propres 2025 ; viennent ensuite les Wilayas de **TIRS ZEMMOUR** avec 6% **L'INCHIRI** avec 5% et 3% **TRARZA** 3%.

Les recettes propres constituent 90% des recettes de fonctionnement 2025 de **L'inchiri** et **D Nouadhibou**, 87% pour les Communes de **NOUAKCHOTT**, les 80%, 38% resp. pour **Tirs Zemour** et le

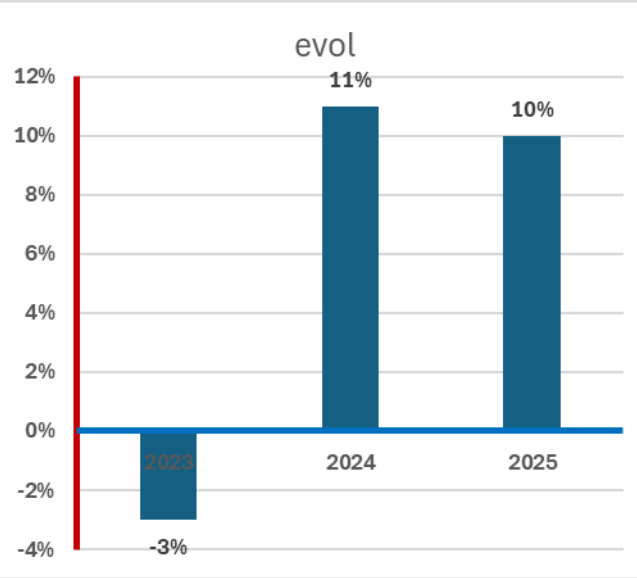


Trarza alors que dans les Wilayas de **Guidimackha** et **H Chargui**, elles n'en représentent resp. que les 12% et 15%.

Il y a 162 communes (sur 238) dont les recettes propres sont moins de 20% des recettes de fonctionnement 2025 (maghama, Boustaile et oum avnadec avec 5% ont le niveau le plus bas derrière dafort, djewel, leweissi Baraine 7% pour chacune) ; dans 11 communes, l'indicateur dépasse les 80% (il s'agit de communes de **Nouakchott**, **NDB**, **Chami** et **Bénichab** (98% à **TEVRAGH ZEINA** et 96% à **benichab** et au **ksar** -).

Il y a 13 communes dont les recettes propres 2025 dépassent 20 millions, **TEVRAGH ZEINA** (avec 148 millions), **NOUADHIBOU** (avec 108 millions) et **KSAR** (avec ...).

6. Les recettes fiscales

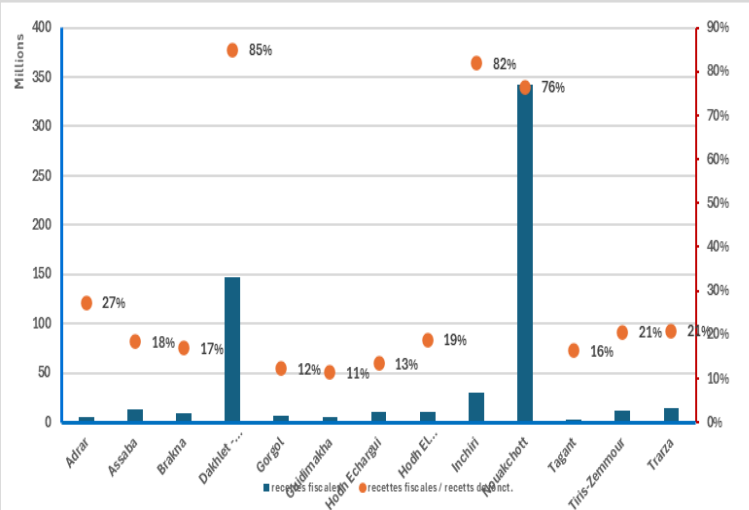


Les recettes fiscales des communes s'améliorent de 10% en 2025 à 606,4 millions de Ouguiya (après +11% en 2024 et -3% en 2023), soit une réalisation de 61% de la prévision qui constitue 52% des recettes de fonctionnement.

La Wilaya de NOUAKCHOTT réalise 56% des recettes fiscales 2025 des communes et celles de NOUADIBOU et d'INCHIRI en ont respectivement les 24% et 5%. Les Wilayas du GORGOL, guidimakha, et de l'Adrar disposent de la plus faible part de recettes fiscales 2024 avec les 1%, juste derrière le Hodh El gharbi, Brakna et l'Assaba qui sont à 2%.

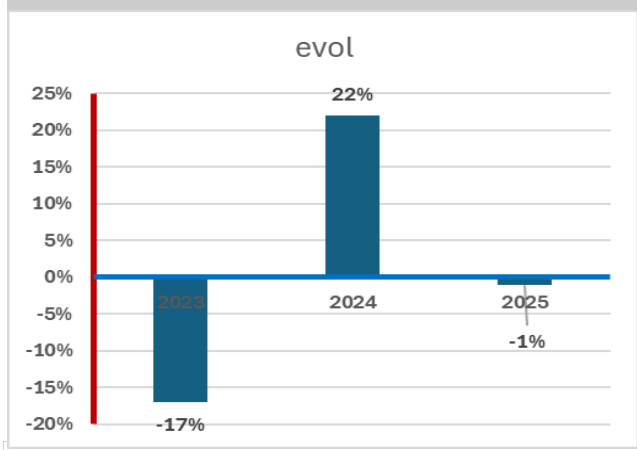
Les recettes fiscales sont 85% des recettes de fonctionnement de D Nouadhibou, 82% pour INCHIRI et 76% pour noukchott, et 11% de celles des Wilayas de GUIDIMAKHA et GORGOL.

Les recettes fiscales sont moins du tiers des recettes de fonction-



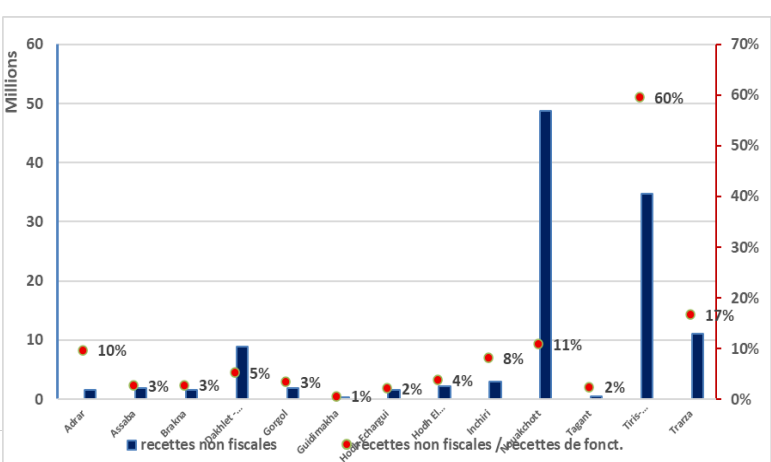
nement 2025 de 213 communes (sur 238); dans 12 communes, l'indicateur dépasse les 50% (les Communes de Nouakchott et de D Nouadhibou). Il atteint 97% à chami, 91% à BENICHAB, 86% au ksar, 85% à Tevragh Zeina, et 78% à Nouadhibou .

7. Les recettes non fiscales



Les recettes non fiscales des communes sont en recul de -1% en 2025 à 117,7 millions (après une augmentation de 22% en 2024 et -17% en 2023), ce qui est une réalisation de 30% des prévisions et 10% des recettes de fonctionnement (les 11% en 2024 et les 8% en 2023).

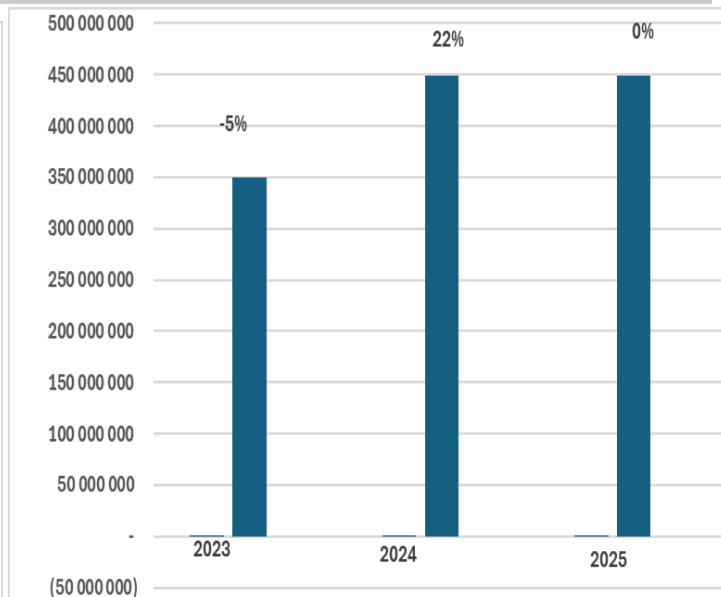
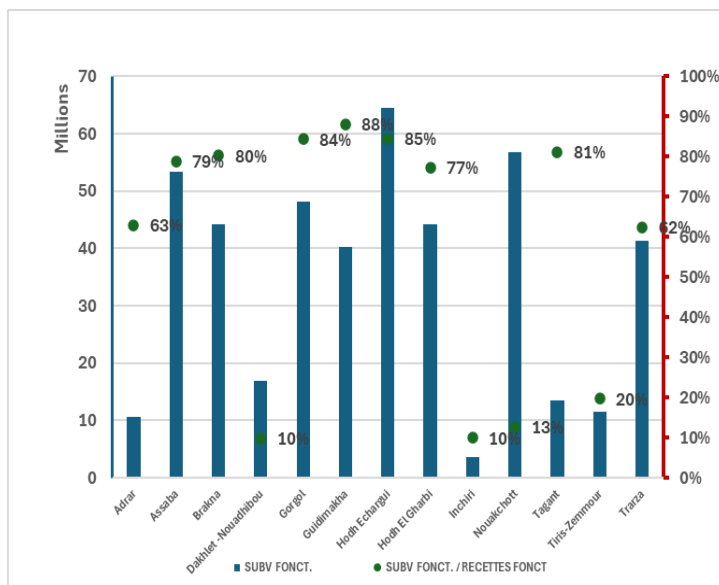
La Wilaya de NOUAKCHOTT dispose 41% des recettes non fiscales 2025 des communes, celle de TIRIS-ZEMMOUR en a les 30% et celle de TRARZA les 9%. Les recettes non fiscales très marginales dans les Wilayas de GUIDIMAKHA, TAGANT, H ECHARGUI, Brakna et Assab qui n'en mobilisent que moins de 2%.



Les recettes non fiscales totalisent 60% des recettes de fonctionnement des communes de la Wilaya de Tirs Zemour, 17% de celles du Trarza, 13% de celles, 11% pour les Commune de Nouakchott et 10% de l'Adrar .

Il y a 171 communes sur 238 qui n'ont tout simplement pas de recettes non fiscales en 2025 (154 communes étaient dans cette situation en 2024). Dans les communes où la recette existe, il y a seulement 21 communes dans lesquelles ces recettes représentent plus de 10% des recettes de fonctionnement 2024 : les niveaux les plus élevés sont à BOULENOUAR (avec 73%), ZOUERATT (avec 67%), FDEIREK (avec 48%) et Rosso (avec 39%).

8. Les transferts de fonctionnement



Les transferts de fonctionnement dont bénéficient les communes en 2025 demeurent stable pour un montant à 449 millions (après +22% en 2024 et -5% en 2023). Ce montant est une réalisation de 79% de la prévision et constitue 38% des recettes de fonctionnement mobilisées par les communes cette année.

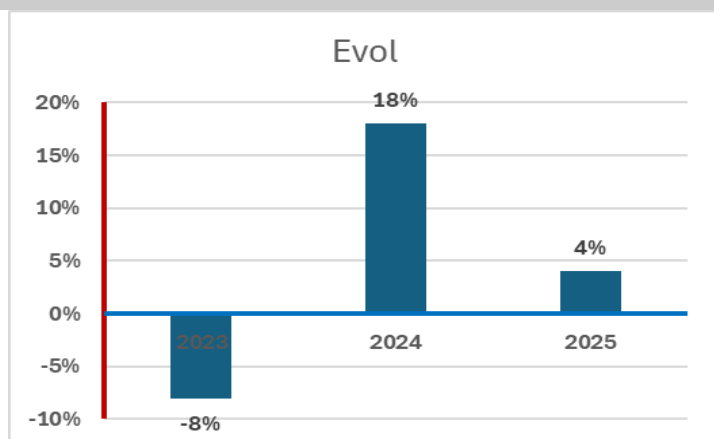
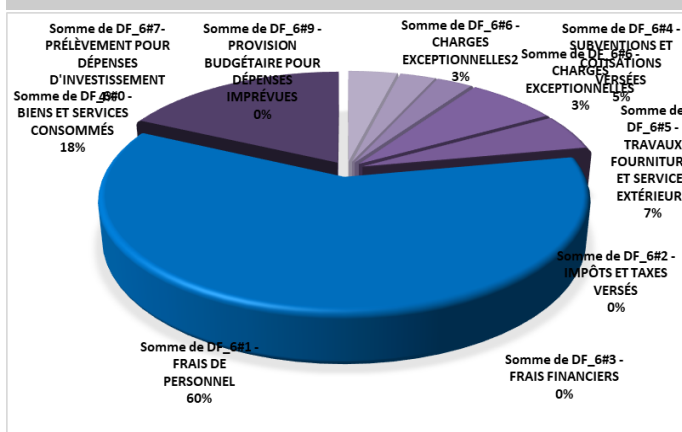
La distribution régionale revêt une grande importance dans la mesure où ces transferts constituent, par rapport aux recettes de fonctionnement, plus de 80% dans cinq Wilayas à savoir, Brakna, Gorgole, Guidimakha, H. Echargui et le Tagant. L'indicateur se chiffre à 79%, 77%, 63% et 62% respectivement dans les wilayas de l'assaba, H El Gharbi, Adrar et Trarza.

Il y a 3 Wilayas dont les communes dépendent assez peu des

ressources transférées pour leur fonctionnement : à NOUADIBOU les transferts sont 10%, à NCHIRI 10%, et Nouakchott les 13% et qui affichent les taux les plus bas.

Les transferts sont plus de 50% des recettes de fonctionnement en 2025 de 215 communes sur 238 et l'indicateur dépasse les 90% pour 46 de ces communes. Il atteint même les +90% dans les communes nouvellement créées telles que Bouratt, Btenkel, Chamama, Diogountour...etc qui n'ont donc d'autre ressource de fonctionnement que les transferts.

9. Structure des dépenses de fonctionnement



Les dépenses de fonctionnement des communes augmentent de 4% en 2025 à 1 048 millions (après 18% en 2024 et -8% en 2023), ce qui est une réalisation de seulement de 52% de la prévision mais qui est inférieure de juste 130 millions aux recettes de fonctionnement de l'année. Il convient de signaler que le montant de dépenses de fonctionnement de 2024 des communes est supérieur de 18% à celui de 2023.

Les charges de personnel sont le principal composant de dépenses de fonctionnement : avec un total de 646 millions, elles en sont 62% des dépenses de fonctionnement 2025 des communes (les 61% en 2024 et les 63% en 2023).

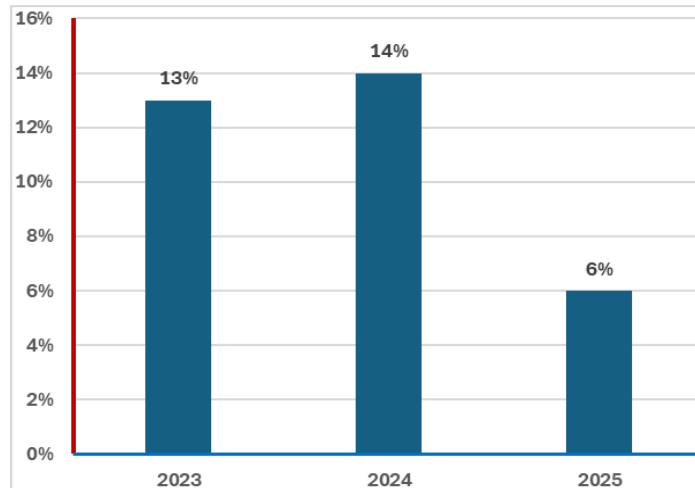
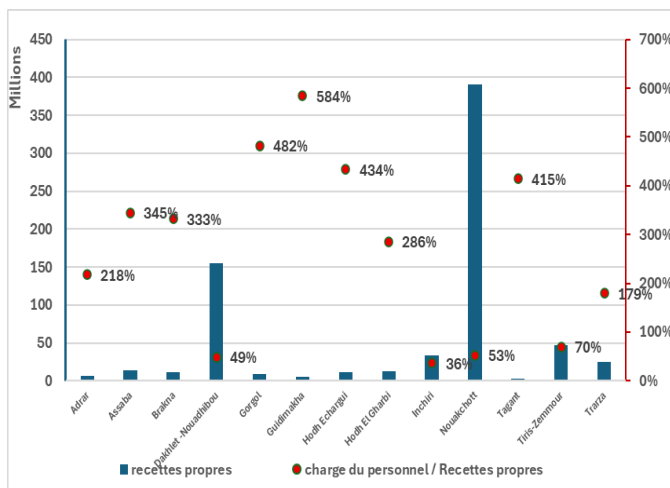
Les biens services consommés (pour le fonctionnement des administrations communales) sont le deuxième poste de dépenses de fonctionnement. Ils s'élèvent à 194 millions en 2025 (3% de plus que 2024 et sont 19% des dépenses de fonctionnement et la même proportion par rapport à 2024).

Les travaux et services extérieurs sont 7% de la dépense communale de fonctionnement 2025 les même 7% en 2024 et en 2023.

Les subventions et cotisations versées sont 5% des dépenses de fonctionnement 2025 (les même 5% en 2024 et en 2023).

Le prélèvement sur recettes de fonctionnement pour le financement de l'investissement en 2025 se chiffre à 42 millions, soit 4% des dépenses de fonctionnement (les même 4% en 2024 et les 5% en 2023)

10. Les charges de personnel



Les Charges de personnel augmentent de 6% en 2025 à 646 millions (après +14% en 2024 et 13% en 2023); ce montant de réalisation représente 71% de la prévision annuelle (contre les 72% en 2024 et les 63% en 2023).

Les charges de personnel consomment 62% des dépenses de fonctionnement 2025 (les 61% en 2024 et les 63% en 2023) et correspondent à une utilisation de 89% des recettes propres mobilisées par les communes cette année (les 91% en 2024 et les 103% en 2023).

A part D. NOUADIBOU (avec 49%), INCHIRI (36%), TIRS ZEMOUR (70%) et NOUAKCHOTT (avec 53%), toutes les Wilayas connaissent une situation de charges de personnel 2025 qui est largement au-dessus des recettes propres globalement mobilisées par les communes : à l'GUIDIMAKHA, les charges de personnel atteignent 6,6fois le montant de recettes propres mobilisées; c'est les 4 fois au GORGOL et les 4,6 fois au H. ECHARGUI et le Ta-

gant.

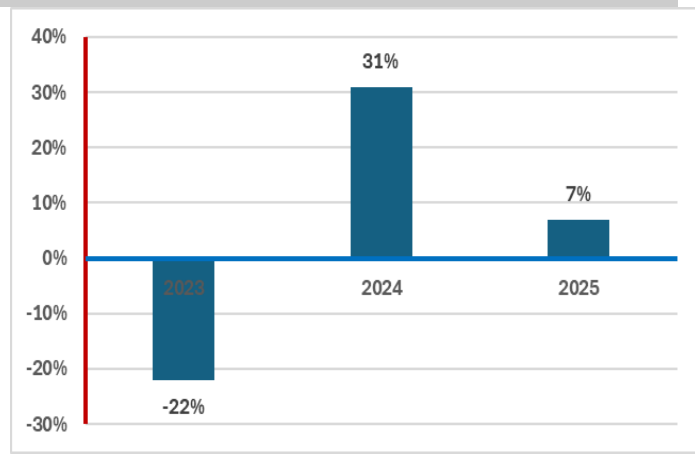
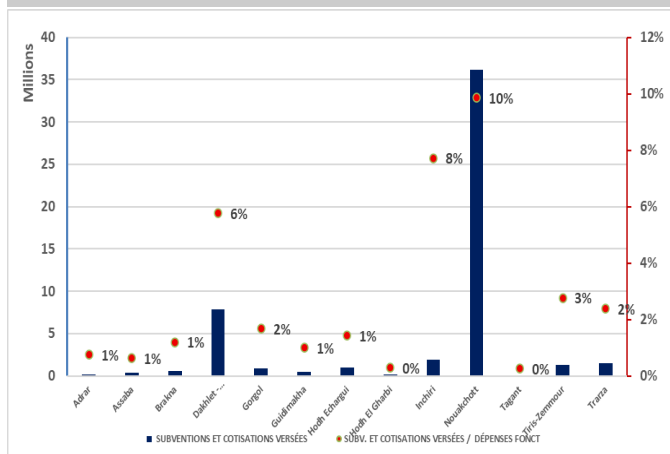
Dans 99 communes les charges de personnel consomment plus de 30% des recettes de fonctionnement 2025 et l'indicateur est supérieur à 70% pour 127 communes.

Les charges de personnel sont une utilisation de plus de 70% des recettes propres 2025 dans 221 communes (dont 216 où l'indicateur dépasse les 100%) : les situations les plus préoccupantes se trouvent à maghama, Boustaila, oum evnadech et OUM ECHEICH où les charges de personnel 2025 sont respectivement 18 fois, 16 fois, fois et 11 fois les recettes propres de l'année.

Dans 3 communes (tevragh zeina, Chami et Banichab) les charges de personnel représentent moins de 40% des recettes propres de 2025.

Les trois plus grands montants de charges de personnel communal 2025 sont à NOUADHIBOU avec 58 millions, TEVRAGH ZEINA avec 51 millions et KSAR avec 31 millions.

11. Les subventions et cotisations versées



Les subventions et cotisations versées par les communes connaissent une augmentation de 7% en 2025 à 56,4 millions de Ouguiyas (après 31% en 2024 et -22% en 2023), ce qui est une réalisation de 25% de la prévision annuelle (contre les 27% en 2024 et les 24% en 2023).

Les subventions et cotisations versées sont 5% des dépenses de fonctionnement 2025 (demeurent stables à 5% pour 2023 et 2024).

Dans la Wilaya de NOUAKCHOTT, les subventions et cotisations sont 10% des dépenses de fonctionnement 2025, l'inchiri 8% et dans celles de D NOUADHIBOU 6%.

Dans la plupart des autres Wilayas, le poids ne dépasse pas les 2% .

La commune de REYADH a la part la plus élevée de dépenses de fonctionnement consacrées aux subventions et cotisations avec 31%; à Boutilimitt c'est les 15%, à TVRAGH ZEINA les 14% et à Tenaha les 14%. alors que de TVRAGH ZEINA en verse le montant le plus élevé avec 20,8 millions en 2025.

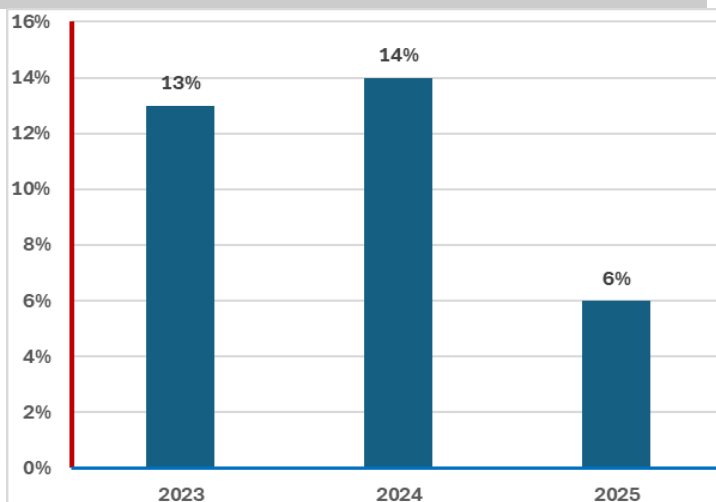
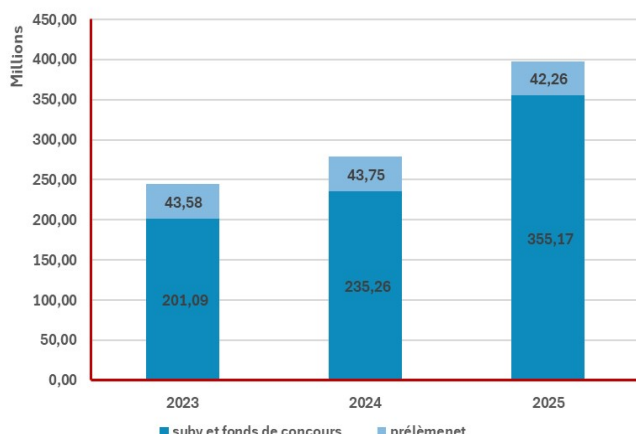
Il y a 161 communes qui n'ont versé aucune subvention ni cotisation en 2025.

12. Tableau de quelques ratios

| Ratios | Adrar | | Assaba | | Brakna | | Dakhlet - Nouadhibou | | Gorgol | | Guidimakha | |
|--|-------|------|--------|------|--------|------|-------------------------|------|--------|------|------------|------|
| Valeurs | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| Transferts (fonct. + invest)/ Recettes totales | 75% | 73% | 89% | 88% | 87% | 86% | 10% | 19% | 89% | 91% | 88% | 93% |
| Dépenses d'invest./Dépenses totales | 17% | 19% | 34% | 24% | 22% | 25% | 5% | 11% | 25% | 36% | 25% | 36% |
| Epargne (nette) /Recettes de fonct. | 4% | -6% | -5% | 13% | 15% | 4% | 6% | 15% | 3% | 3% | 7% | 3% |
| Dépenses d'invest /Capacité d'invest. | 74% | 119% | 78% | 46% | 52% | 90% | 50% | 43% | 97% | 84% | 46% | 91% |
| Fonctionnement | | | | | | | | | | | | |
| Recettes propres/Recettes de fonct. | 30% | 34% | 20% | 18% | 18% | 18% | 94% | 89% | 14% | 14% | 19% | 12% |
| Recettes fiscales/Recettes propres | 62% | 61% | 88% | 84% | 85% | 83% | 93% | 94% | 77% | 78% | 56% | 94% |
| Recettes fiscales/Recettes de fonct. | 19% | 21% | 18% | 15% | 15% | 15% | 87% | 84% | 11% | 11% | 11% | 11% |
| Impôts /Recettes fonct. | 15% | 15% | 12% | 11% | 12% | 11% | 68% | 56% | 9% | 9% | 9% | 9% |
| Taxes /Recettes fonct. | 3% | 6% | 5% | 5% | 3% | 5% | 6% | 19% | 2% | 2% | 2% | 2% |
| Recettes des services/ Recettes de fonct | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 5% | 4% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Transferts fonct/ Recettes fonct. | 70% | 66% | 80% | 82% | 82% | 82% | 6% | 11% | 86% | 86% | 81% | 88% |
| Frais de personnel/Recettes de fonct. | 70% | 72% | 83% | 66% | 61% | 67% | 53% | 43% | 77% | 75% | 75% | 77% |
| Frais de personnel/Recettes propres | 231% | 212% | 416% | 366% | 346% | 364% | 57% | 48% | 534% | 531% | 391% | 666% |
| Frais de personnel/Dépenses de fonct. | 72% | 68% | 79% | 76% | 72% | 70% | 56% | 51% | 80% | 77% | 81% | 79% |
| Travaux fournitures et services exté / Dépenses de fonct. | 3% | 0% | 1% | 2% | 10% | 8% | 6% | 7% | 2% | 2% | 3% | 2% |
| Subventions et cotisations ver- sées / Dépenses de fonct | 1% | 1% | 1% | 1% | 1% | 1% | 5% | 6% | 2% | 2% | 1% | 1% |
| Investissement | | | | | | | | | | | | |
| Transferts Inv / Recettes invest | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Transferts Inv / Dépenses invest | 114% | 108% | 138% | 173% | 133% | 100% | 90% | 98% | 92% | 114% | 198% | 106% |
| Immobilisation/Dépenses invest | 5% | 32% | 47% | 39% | 17% | 20% | 98% | 99% | 25% | 27% | 16% | 26% |
| Réhabi. et gros entretiens / Dé- penses invest | 95% | 68% | 53% | 61% | 83% | 80% | 2% | 1% | 75% | 73% | 84% | 74% |

| Ratios | Hodh Echar-gui | | Hodh El Gharbi | | Inchiri | | Nouakchott | | Tagant | | Tiris-Zemmour | | Trarza | |
|---|----------------|------|----------------|------|---------|------|------------|------|--------|------|---------------|------|--------|------|
| | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| Valeurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Transferts (fonct. + invest)/Recettes totales | 89% | 89% | 86% | 84% | 22% | 23% | 26% | 26% | 86% | 87% | 40% | 33% | 76% | 73% |
| Dépenses d'invest./ Dépenses totales | 37% | 29% | 25% | 24% | 6% | 11% | 15% | 16% | 22% | 25% | 15% | 15% | 20% | 17% |
| Epargne (nette) /Recettes de fonct. | 23% | 2% | 14% | 2% | 2% | -1% | 0% | 11% | 23% | -4% | -46% | 35% | 0% | 4% |
| Dépenses d'invest / Capacité d'invest. | 73% | 104% | 43% | 87% | 72% | 114% | 96% | 57% | 42% | 112% | -93% | 25% | 58% | 73% |
| Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes propres/Recettes de fonct. | 15% | 15% | 21% | 21% | 83% | 87% | 88% | 87% | 17% | 17% | 72% | 73% | 34% | 33% |
| Recettes fiscales/Recettes propres | 92% | 85% | 73% | 75% | 85% | 91% | 90% | 88% | 90% | 95% | 34% | 22% | 55% | 52% |
| Recettes fiscales/Recettes de fonct. | 14% | 12% | 15% | 16% | 71% | 79% | 80% | 77% | 16% | 16% | 24% | 16% | 19% | 17% |
| Impôts /Recettes fonct. | 12% | 9% | 11% | 10% | 70% | 77% | 43% | 40% | 15% | 14% | 19% | 10% | 13% | 10% |
| Taxes /Recettes fonct. | 2% | 4% | 4% | 6% | 1% | 2% | 10% | 11% | 1% | 1% | 5% | 5% | 6% | 7% |
| Recettes des services/ Recettes de fonct | 0% | 0% | 0% | 0% | 3% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 14% | 7% | 0% | 0% |
| Transferts fonct/ Recettes fonct. | 85% | 85% | 79% | 79% | 17% | 13% | 12% | 13% | 83% | 83% | 28% | 27% | 66% | 67% |
| Frais de personnel/ Recettes de fonct. | 54% | 67% | 67% | 65% | 49% | 43% | 52% | 47% | 65% | 83% | 103% | 39% | 70% | 63% |
| Frais de personnel/ Recettes propres | 355% | 464% | 322% | 305% | 59% | 50% | 59% | 54% | 371% | 482% | 143% | 53% | 203% | 193% |
| Frais de personnel/ Dépenses de fonct. | 71% | 69% | 77% | 66% | 50% | 43% | 52% | 53% | 84% | 80% | 70% | 60% | 70% | 66% |
| Travaux fournitures et services exté / Dépenses de fonct. | 3% | 1% | 5% | 14% | 15% | 20% | 12% | 10% | 2% | 0% | 2% | 4% | 6% | 1% |
| Subventions et cotisations versées / Dépenses de fonct | 0% | 1% | 1% | 0% | 10% | 8% | 9% | 10% | 1% | 0% | 1% | 3% | 1% | 2% |
| Investissement | | | | | | | | | | | | | | |
| Transferts Inv / Recettes invest | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |
| Transferts Inv / Dépenses invest | 87% | 90% | 183% | 109% | 106% | 97% | 104% | 107% | 131% | 100% | 78% | 82% | 172% | 115% |
| Immobilisation/Dépenses invest | 96% | 66% | 55% | 51% | 94% | 44% | 78% | 75% | 10% | 10% | 53% | 56% | 64% | 30% |
| Réhabi. et gros entretiens / Dépenses invest | 4% | 31% | 45% | 49% | 6% | 56% | 22% | 22% | 90% | 90% | 47% | 44% | 36% | 70% |

13. Le financement de l'investissement



Les ressources financières en capital sont la principale source de financement de l'investissement des communes. Elles comprennent le prélèvement sur recettes de fonctionnement pour le financement des investissements et les subventions et fonds de concours.

Les **recettes d'investissement** des communes augmentent de 29% en 2025 à **397 millions** après une augmentation de 14% en 2024.

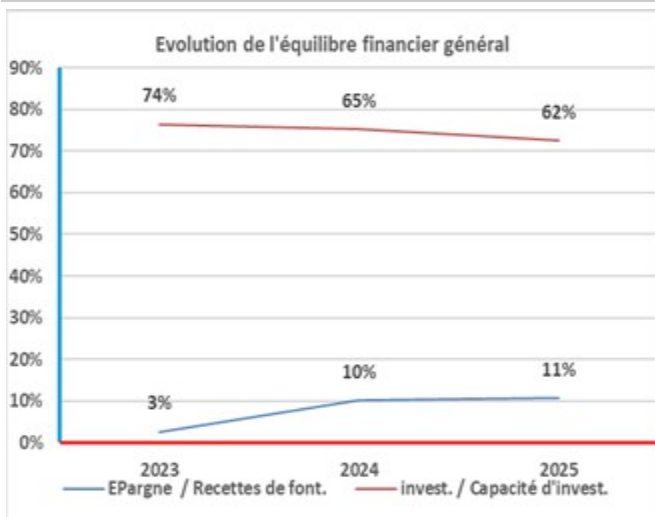
Cette augmentation est due à la subvention de l'Etat (FRD) qui a passée de 450 millions en 2024 à 550 millions en 2025.

Le **prélèvement sur recettes de fonctionnement** en 2025 se chiffre à **42,2 millions** qui représente 6% des recettes propres, 4% de l'ensemble des recettes de fonctionnement et 11% des recettes d'investissement 2024.

Il convient de signaler que seulement 16 communes ont exécuté ce

prélèvement en 2025 et les montants les plus importants sont dans les communes de TEVRAGH ZEINA (avec 30 millions), Dar Naim (avec 4,1 millions), et BENICHAB (avec 3,2 millions).

14. L'évolution de l'équilibre financier



L'équilibre financier général des communes s'est amélioré en 2025. Les recettes de fonctionnement dépassent les dépenses de fonctionnement et il y a un excédent de fonctionnement (épargne brute) de 124 millions équivalant à 11% des recettes de fonctionnement.

Il y a 170 communes qui enregistrent des excédents de fonctionnement pour un montant global de 102,7 millions.

Cependant, il existe 72 communes qui ont un déficit de fonctionnement pour un montant global de 4,8 millions. (ce déficit est sur l'exercice, le solde antérieur n'est pas pris en compte).

| [montant en milliers d'ouguiya] | | 2023 | 2024 | 2025 |
|---------------------------------|----------------------------|---------|-----------|-----------|
| 1 | Recettes de font. | 869 786 | 1 115 288 | 1 173 064 |
| 2 | Dépenses de fonct. | 847 705 | 1 002 503 | 1 048 462 |
| [1]-[2]=[3] | Épargne brute | 22 081 | 112 785 | 124 602 |
| 4 | Remb. K dette | - | - | - |
| [4]-[3]=[5] | Épargne nette | 22 081 | 112 785 | 124 602 |
| 6 | Recettes réelles d'invest. | 244 672 | 279 013 | 397 436 |
| [5]+[6]=[7] | Capacité d'invest. | 266 753 | 391 798 | 522 038 |
| 8 | Dépenses réelles d'invest. | 197 107 | 255 287 | 322 828 |
| [8]-[7]=[9] | Capacité de financement | 69 646 | 136 511 | 199 210 |

Les communes ont 397 millions de recettes réelles d'investissement (les recettes d'investissement) qui s'ajoutent à l'épargne nette pour leur donner une capacité d'investissement de 522 millions.

Les communes ont réalisé 322 millions de dépenses d'investissement en 2025 et il constitue une capacité de financement POSITIVE de 199 millions.

15- Informations diverses d'actualité sur les finances locales

Nouvelle 1:

Le nouveau système intégré de gestion des finances locales (SIGeL) faisant intervenir tous les acteurs (Ordonnateurs, Contrôleurs financiers et les Comptables a été mis en place et généralisé par la circulaire conjointe n° 005-2022 MIDEDEC/MF.

C'est un système qui prend en compte toutes les étapes budgétaires et comptables.

En effet, le SIGel intervient de l'élaboration du budget de Collectivité en passant par l'engagement jusqu'au paiement.

Ce système permet la production des situations de reporting requises telles que le compte administratif, le compte de gestion ainsi que l'édition des situations consolidées périodiques

Nouvelle 2:

En 2018, la décentralisation en Mauritanie s'est enrichie d'un nouveau échelon dénommé la Région .

La gestion budgétaire et comptable de ce niveau de décentralisation devait être intégré ce qui a justifié l'élaboration de l'arrêté conjoint n°619/MIDEDEC/MF portant nomenclature budgétaire et comptable applicable aux Collectivités territoriales.

Nouvelle 3:

Une subvention conditionnelle de 138 millions a été mise en place en 2019 au profit d'une trentaines de communes

afin d'atténuer l'impact du Covid-19 et qui a été généralisé pour atteindre 208 millions en 2024.

Nouvelle 4:

Au mois de février 2023, dix-neuf nouvelles Communes ont été créées par décrets du premier Ministre.

Nouvelle 5:

Le montant de la subvention accordée par l'Etat (FRD) est en évolution suivant le tableau qui suit:

| ANNEE | TRANSFERTS | PREVISION | EXECUTION |
|-------|------------|----------------|----------------|
| 2023 | FRD | 400 000 000,00 | 400 000 000,00 |
| 2024 | FRD | 450 000 000,00 | 450 000 000,00 |
| 2025 | FRD | 550 000 000,00 | 450 000 000,00 |

Pour bien comprendre ce document

Les données: les données exploitées proviennent:

- Les données comptables : **SIGel**
- Les données statistiques: **Ansade**

(


Contenu de quelques concepts et abréviations

DGTCP: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

DFL: Direction des Finances Locales

ANSADE: Agence Nationale de la Statistique, de l'Analyse Démographique et Economique

SIGeL: Système Intégré de Gestion Locale




Actualité des finances locales en Mauritanie

Bulletin d'information de la Direction des Finance Locales de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Directeur de publication
Ahmed OULD HACEN

Réalisation
Dfl

Appui de la GIZ



République Islamique de Mauritanie
Ministère des Finances
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
Direction des Finances Locales

Tél: (222) 45 25 81 50
Web: www.tresor.mr